



Assemblée générale

Distr. générale
23 mai 2011

Français seulement

Conseil des droits de l'homme

Dix-septième session

Point 3 de l'ordre du jour

**Promotion et protection de tous les droits de l'homme,
civils, politiques, économiques, sociaux et culturels,
y compris le droit au développement**

Exposé écrit* présenté par Reporters Sans Frontières International - Reporters Without Borders International, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif spécial

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit suivant, qui est distribué conformément à la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

[16 mai 2011]

* Exposé écrit publié tel quel, dans la/les langue(s) reçue(s), sans avoir été revu par les services d'édition.

Crime organisé, couperet et main basse sur l'information

Le monde de l'après-guerre froide a propulsé sous cette appellation générique les nouveaux prédateurs en chef du journalisme. Mafias, cartels, chefs de guerre reconvertis en trafiquants, paramilitaires œuvrant pour leur propre compte, groupes séparatistes obligés de se financer en empruntant au système qu'ils combattent, ont supplanté les derniers régimes dictatoriaux au rang de principal danger physique pour les professionnels des médias. Au Mexique, c'est à la férocité des cartels que se doit d'abord - mais pas seulement -, un macabre bilan de 69 journalistes tués depuis 2000 et onze autres disparus depuis 2003. Aux Philippines, le "Mexique de l'Asie", le crime organisé porte une responsabilité directe ou indirecte dans la majorité des 142 assassinats d'hommes et femmes de presse constatés depuis la chute du dictateur Ferdinand Marcos en 1986. Au total, la main criminelle aura frappé contre 141 journalistes tous continents confondus entre 2000 et 2010, selon nos propres données.

En s'attachant à décrire la réalité du crime organisé dans ses répercussions sur la presse, Reporters sans frontières entend promouvoir, à son niveau, une autre manière de l'approcher et de le combattre comme journaliste. Cette enquête prend appui sur les contributions de correspondants et interlocuteurs de l'organisation dans des régions clés du trafic international, également sur des analyses et témoignages de spécialistes. Elle souligne enfin certaines initiatives qui démontrent que, malgré son influence et son danger, le crime organisé n'a pas encore tué la volonté d'informer.

La lutte contre le crime organisé va bien au-delà de répressions policières, elle exige l'engagement de la communauté internationale et l'utilisation de tous les outils que les mécanismes onusiens des droits de l'homme mettent à sa disposition car il s'agit d'une lutte pour protéger le droit à la liberté d'expression, un droit qui sous-tend la plupart des droits et libertés fondamentales. C'est une lutte qui doit s'envisager en aval et non en amont, à l'examen d'éléments réellement représentatifs du phénomène

Ces éléments sont aussi des chiffres ou des tendances, souvent vertigineux, répercutés dans le rapport d'analyse des Nations Unies sur le trafic de drogue daté de 2010 et centré sur la décennie 1998-2009, moment d'expansion pour les multinationales du crime. Au cours de la période, le poids financier en dollars, en moyenne et par an, des activités principales du crime organisé se lit dans cet ordre croissant :

- Trafic d'armes : 1 milliard
- Trafic d'être humain (immigration clandestine et prostitution) : 32 milliards
- Trafic d'opium et d'opiacés : 65 milliards
- Trafic de cocaïne : 88 milliards.

Les difficultés les plus sérieuses concernent, à l'évidence, une presse directement confrontée à la violence des organisations criminelles. Pays emblématique de cette situation, le Mexique endure, depuis décembre 2006, une offensive fédérale contre les cartels – mobilisant 50 000 militaires – en plus des règlements de comptes sanglants entre ces derniers. Cette guerre, qui ne dit pas tout à fait son nom, affiche un bilan humain de près de 35 000 morts dont plus de 15 000 pour la seule année 2010. Cartel du Pacifique, cartel du Golfe, Familia du Michoacán, cartel de Sinaloa ou Los Zetas sont autant de composantes de cette bouilloire criminelle qui n'aurait guère prospéré sans le déclin général de l'État, la complicité de certaines autorités et l'insuffisante réaction internationale dans la lutte contre le trafic.

Comment s'organise et se contrôle l'acheminement ? Comment s'élaborent et se recréent les filières du crime organisé ? Comment s'abolissent, via des circuits et des montages financiers, les frontières entre économie parallèle et économie légale ? L'approche "fait-diversitaire" du crime organisé apparaît nettement insuffisante à l'énoncé de ces seules questions, qui s'adressent aussi bien à des pays industrialisés qu'en développement, autant à des États démocratiques qu'à des régimes autoritaires ou réputés tels. Et nulle part, la presse ne peut se prétendre mieux préparée.

“La méconnaissance globale du phénomène se traduit notamment par une schématisation devenue fautive, qui voudrait que la production soit exclusivement située au Sud, quand la consommation serait l'affaire du Nord. La couverture du crime organisé n'interroge pas suffisamment les politiques internationales et c'est pourquoi les 'clichés défensifs' ont la vie dure. Colombie = cocaïne, Mexique = violence, Afghanistan = terrorisme”, regrette Alvaro Sierra, ancien du quotidien colombien *El Tiempo* et aujourd'hui universitaire au Costa Rica. Longtemps correspondant pour la presse écrite à la triple frontière du Brésil, de l'Argentine et du Paraguay, où sévissent les trois principaux trafics (drogue, arme et prostitution), le brésilien Mauri König reconnaît, lui aussi, la difficulté à pister les filières en présence. “Dans la région très touristique d'Iguaçu, le blanchiment d'argent ou sa réinjection dans les circuits légaux représentent une activité criminelle au moins aussi importante que le trafic stricto sensu. La concurrence entre représentants isolés de médias concurrents joue en défaveur d'une couverture efficace de cet aspect de la question, peu perceptible, où les intérêts sont énormes.”

Au Sénégal, autre destination touristique prisée, la face violente du crime organisé se montre rarement. En avril 2009, le quotidien *La Gazette* à l'appui de sources non officielles y estimait l'argent investi dans le secteur informel puis recyclé dans les petites entreprises (voitures d'occasion, salles de jeux, restaurants, hôtellerie) à quelque 150 milliards de Francs CFA - environ 250 millions d'euros – soit l'équivalent du budget annuel de l'État. Le blanchiment trouve également de larges débouchés dans le cadre de la libre circulation des biens instituée par les accords commerciaux entre États d'Afrique de l'Ouest, dans l'activité des bureaux de change ou encore les passations de marchés publics. Comme nous le résume le consultant média Mamadou Ndao, les journalistes se sentent autorisés à mener une enquête de fond une fois le scandale révélé au grand jour. Ainsi, après l'arrestation du milliardaire guinéen Kerfala Person Camara, en décembre 2010 à l'aéroport de Dakar, en possession d'une somme de 130 000 dollars comme en transportent souvent les passeurs d'argent transfrontaliers. L'autre méthode, moins gratifiante, consiste à affronter une bureaucratie pesante, sans le secours juridique d'une protection des sources, à essuyer les menaces fréquentes de “recel de vol de document” ou de “violation du secret de l'instruction” brandies par la justice, ou au pire, à risquer les poursuites et les demandes de réparation exorbitantes de personnalités de premier plan.

Cette description n'est pas sans écho au sein de l'Union européenne. En Grèce, en particulier, où une plaisanterie en vogue en temps de crise assure “qu'il n'y a plus de place pour les mafias car la classe politique a tout pris !”. Journaliste du quotidien *Eleftheriotipia*, Nikos Zirganos a lui-même constaté la part de vérité de la formule en enquêtant sur du trafic d'antiquités et d'œuvres d'art. “On aurait cependant tort de négliger la capacité d'absorption du produit de la criminalité organisée dans ce pays, où le tourisme et ses infrastructures offrent d'énormes avantages.”, nuance-t-il. La “Suisse des Balkans” a commencé par accueillir les avoirs des chefs de guerre de l'ex-Yougoslavie au cours des années 90. “Depuis, la contamination se poursuit dans le secteur, pas seulement hôtelier mais aussi bancaire. La mafia bulgare a trouvé ici de nouvelles entrées et le phénomène s'est évidemment accéléré avec l'intégration de ce pays à l'Union. Qu'en sera-t-il un jour avec l'Albanie ?” Le journaliste s'interroge.

Tout en se félicitant d'un niveau de liberté de la presse globalement satisfaisant, Nikos Zirganos n'hésite pas à pointer la timidité actuelle de la presse grecque en matière d'investigation. "Pister le blanchiment, explorer les filières impliquerait déjà de disposer de statistiques ou de données administratives à peu près tenues, et tel n'est pas le cas." Un autre journaliste se plaint même de la corruption entourant l'accès à l'information publique. "Mais nous devons dépasser notre manque d'ambition. La Grèce est en train de devenir une plaque tournante du trafic d'être humain et de la prostitution. Cette réalité reste mal ou peu couverte. Pourquoi ? Parce que nous avons aussi tendance à penser qu'un pays comme le nôtre, réputé démocratique et européen depuis longtemps, serait à l'abri. Nous nous rassurons à bon compte."

Ce trait de sagesse hellénique vaut pour l'ensemble de la presse "du Nord" ou des pays estampillés "développés". Il exprime assez cette contradiction actuelle de la presse – si apte à rythmer la marche du monde, mais si impuissante à le transformer -, à laquelle le phénomène à double face du crime organisé laisse peu de prise.

Comment la presse peut-elle donner la réplique à la capacité d'emprise d'organisations souvent aussi invisibles qu'influents et infiltrées, capables même de s'ériger en concurrentes des États ? L'avenir même de la profession dépend aussi de la réponse à cette question.

Reporters sans frontières suggère que le Rapporteur spécial sur la liberté d'expression examine l'impact du crime organisé sur la liberté de la presse et, plus généralement sur les droits de l'homme. Il est urgent de mobiliser la communauté internationale et de développer une approche cohérente globale visant à endiguer ce fléau.
